

VALEURS CARBONE

De quoi parlons-nous ?

Le carbone possède désormais une valeur qui permet de dimensionner son impact sur le changement climatique et permet d'imposer / limiter les émissions. Cela passe par des leviers économiques, une prise de conscience sociale et des actions environnementales.

Pourquoi ce facteur ?

Les valeurs qui sont données au carbone représentent des enjeux et des actions qui sont :

- **Économiques** (valeur tutélaire du carbone, taxe carbone, quota et marché du carbone)
- **Sociaux** (prise de conscience liée à l'empreinte carbone individuelle, perceptions et outils associés)
- **Environnementaux** (pollutions dues aux émissions de CO₂, limitation des ressources originaires des émissions de CO₂)



HISTORIQUE

Quelques commentateurs (Espagne et al., 2016 ; Aglietta, 2016) ont souligné qu'un des apports les plus importants de la COP 21 a été la reconnaissance d'une valeur sociale du carbone. En effet, le paragraphe 109 de la Décision de Paris, reconnaît la « valeur sociale, économique et environnementale des mesures d'atténuation volontaires » d'émission de carbone et « leurs retombées bénéfiques sur l'adaptation, la santé et le développement durable.

74 pays et plus de 1 000 entreprises ont formé une coalition pour le prix du carbone en septembre 2014, lors du sommet sur les changements climatiques du secrétaire général des Nations unies. L'ambition de cette coalition

est d'alimenter un dialogue fructueux entre décideurs publics et privés sur les opportunités d'étendre les politiques de tarification du carbone. La France, l'Allemagne, le Mexique, le Canada, le Chili ou encore l'Éthiopie font partie de cette coalition. La stratégie nationale bas carbone organise, secteur par secteur, la baisse des émissions de GES. En donnant de la visibilité aux acteurs économiques sur les objectifs à atteindre sur des périodes de cinq ans, la stratégie offre des opportunités pour une meilleure coordination des efforts, en s'appuyant sur une panoplie d'instruments où le prix du carbone jouera pleinement son rôle.

SITUATION ACTUELLE



La France a mis en place une taxe carbone en 2014, actuellement fixée à 44,60 €/tCO₂. Cette taxe est censée refléter le coût social du carbone, c'est-à-dire les dommages économiques et environnementaux causés par les émissions de GES. Elle est appliquée aux émissions des combustibles fossiles utilisés dans les secteurs de l'énergie, des transports, du bâtiment et de l'industrie. Les recettes de cette taxe sont notamment utilisées pour financer des actions de lutte contre le changement climatique.

Concernant la perception sociale du carbone, ce sujet est une préoccupation grandissante pour un certain nombre d'individus. De manière générale, les Français sont davantage préoccupés par le changement climatique et ses impacts et sont conscients de la nécessité de réduire les émissions de GES. Néanmoins, si ce constat est partagé, l'empreinte carbone

des Français reste élevée et diffère suivant le niveau de vie. Si certains individus sont prêts à changer leurs comportements pour réduire leur empreinte carbone ce n'est pas le cas de tous.

De plus, si ce constat est partagé, l'empreinte carbone des Français reste élevée et diffère suivant le niveau de revenu. La valeur économique et la perception sociale du carbone en France évoluent rapidement. La prise de conscience des enjeux du changement climatique est croissante, et la demande d'action est forte. La France s'est engagée à atteindre la neutralité carbone en 2050, et elle met en place des politiques pour atteindre cet objectif. La transition vers une économie bas-carbone est un défi majeur, mais elle est également une opportunité pour créer une société plus durable et plus juste.

QUALIFICATION DU FACTEUR



La valeur du carbone est considérée comme une tendance lourde car elle est déjà à l'œuvre depuis plusieurs années et est régulièrement abordée dans les grandes instances (COP etc.). La perception sociale du carbone est,

elle, considérée comme une tendance émergente. Elle est variable selon la sensibilité environnementale des individus et leurs degrés d'informations sur les produits et pratiques carbonés.

DYNAMIQUE DU FACTEUR



La valeur économique et la perception sociale du carbone en France évoluent rapidement. La prise de conscience des enjeux du changement climatique est croissante, et la demande d'action est forte. La France s'est engagée à atteindre la neutralité carbone en 2050, et elle met en place des politiques pour atteindre cet objectif.

MATURITÉ DU FACTEUR



Naissant

Croissant

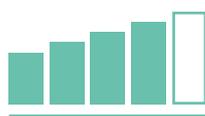
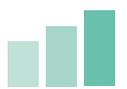
À maturité

Déclin

Disparition

L'impact du carbone est connu depuis des années. Mais son application réglementaire dans le cadre des politiques et la prise de conscience de son impact reste balbutiante.

IMPACT SUR LE CHAMP ÉTUDIÉ



Fort

Les valeurs données au carbone peuvent impacter :

- Le monde économique par la mise en place d'une taxe importante sur les produits qui émettent beaucoup de CO₂, et une taxe faible ou nulle, sur les produits en émettant peu ou pas (ex : vélo électrique peu taxé VS voiture thermique fortement taxée)

- Les politiques publiques en termes de mobilité par la mise en place d'un outil d'aide à la décision, tel que la valeur tutélaire du carbone
- Le monde politique et économique par la mise en place de quotas carbone sur tous les déplacements carbonés collectifs ou individuels
- Les décisions individuelles et collectives par le calcul de l'empreinte carbone

DÉVELOPPEMENT SELON LES TERRITOIRES



La valeur carbone est similaire sur tous les territoires français (lois et réglementation à l'échelle française). Cependant l'impact de cette valeur, sociale et économique, sera différent en fonction des secteurs d'habitat (urbain, périurbain, rural etc.) et des profils socio-économiques. Les urbains sont déjà dans une optique de décarbonation car moins captifs de la voiture et car ils ont accès à davantage d'aménités. Cependant une partie de cette population est fortement consommatrice de déplacements longues distances carbonées

(avion) ou de biens carbonés. Pour une partie des périurbains et des ruraux, majoritairement captifs de la voiture, la valeur économique du carbone a pu avoir un impact considérable sur leurs dépenses (cf. crise des gilets jaunes). De plus, la valeur sociale liée au carbone est inégalement développée selon les individus (sensibilisation personnelle inégale). Bien souvent, les préoccupations environnementales s'heurtent au dilemme fin du mois/fin du monde, un choix qui est réalisé en fonction des ressources disponibles selon les ménages.

RESSOURCES



- <https://reseauactionclimat.org/valeur-tutelaire-carbone-et-taxe-carbone/>
- <https://www.i4ce.org/ne-confondons-pas-valeur-tutelaire-du-carbone-et-taxe-carbone/>
- <https://www.strategie.gouv.fr/publications/de-l'action-climat>

- <https://www.ecologie.gouv.fr/marches-du-carbone>
- <https://www.cairn.info/revue-innovations-2017-3-page-149.htm>
- <https://www.vie-publique.fr/fiches/274841-quest-ce-que-le-marche-du-carbone-ou-systeme-dechanges-de-quotas>



HYPOTHÈSES D'ÉVOLUTION

HYPOTHÈSE 1 : Augmentation progressive de la valeur carbone

Économie : Chaque produit et service vendu possède une taxe carbone qui varie en fonction de son niveau d'émissions de CO₂. Chaque décision des pouvoirs publics en termes de mobilité est passée sous le crible de la valeur tutélaire du carbone.

Social : Avoir une empreinte carbone élevée due aux déplacements est très mal perçue aux yeux de la société. Les taux individuels d'émiss-

sions de CO₂ sont rendus publics par certains militants ; ce qui contraint les politiques et personnes publiques à devoir se limiter/compenser pour être appréciés.

Environnemental : Du fait d'une forte contrainte politique et économique, associée à un jugement social, les émissions de CO₂ sont en chute libre et l'épuisement des ressources en est de fait réduit.

HYPOTHÈSE 2 : Quota carbone

Economie : Chaque entreprise, collectivité et individu possède un quota carbone pour tous déplacements polluants ; les échanges sur le marché du carbone sont contrôlés.

Social : La société civile rejette la mise en place de ces quotas qu'elle perçoit comme liberticide. Les quotas carbone se mettent en place progressivement, d'abord sur les déplacements

longue distance (voyage ou marchandises) de manière à faciliter les changements de comportement et l'acceptabilité des mesures.

Environnemental : Les puits de carbone sont valorisés au sein des quotas carbone (ex : une collectivité ou un particulier préservant sa forêt peut avoir un crédit carbone)

HYPOTHÈSE 3 : Inefficacité de la valeur du carbone

Economie : Les mesures taxe carbone, quota carbone et valeur tutélaire du carbone peinent à trouver leur place dans les politiques publiques suite à un fort lobbying des acteurs économiques.

Social : La valeur du carbone est perçue par la société comme une augmentation des inégalités sociales et liberticides. Les citoyens font pression auprès des politiques pour ne pas

changer les politiques publiques. Les politiques n'agissent donc pas.

Environnemental : Face à l'inefficacité de la valeur du carbone, les investissements et les actions s'appuyant sur des énergies carbonées perdurent et participent à l'intensification du réchauffement climatique (épisodes environnementaux extrêmes multipliés, raréfaction des ressources...).

CONTRIBUTION DES EXPERTS SUR LES HYPOTHÈSES D'ÉVOLUTION



Répartition des votes par hypothèse



HYPOTHÈSE 1 :

En 2050, la valeur élevée du carbone a un impact sur les choix collectifs et individuels.



HYPOTHÈSE 2 :

En 2050, les quotas carbone régissent les modes de vie



HYPOTHÈSE 3 :

En 2050, la valeur carbone n'a pas pu être mise en place dans les politiques publiques.



Les avis sur la valeur du carbone sont assez tranchés : plus des $\frac{3}{4}$ des interrogés pensent que la valeur carbone va orienter les choix individuels et collectifs et qu'elle sera intégrée dans les politiques publiques.

Ce qui apparaît néanmoins en filigrane des 3 questions, c'est la difficulté de mise en œuvre à l'échelle collective. Même s'il semble souhaitable d'intégrer la valeur carbone et les quotas carbone à l'échelle collective, se pose néanmoins la question de la gestion politique

associée : inégalité en fonction des pays, gouvernance complexe sous une démocratie, mesures drastiques, investissements lourds, acceptation citoyenne...

La valeur carbone va probablement s'imposer naturellement dans les choix individuels et les modes de vie, mais peut-être de façon moins évidente. Il y a un certain optimisme via les nouvelles générations qui seront plus familières du sujet.

